

Lundi 14 novembre 2022

Français, immigrés, avec ou sans papiers, une seule classe des travailleurs

L'Ocean Viking a finalement pu débarquer ses 230 passagers jeudi dernier à Toulon, mais leur calvaire est loin d'être terminé. Après plusieurs semaines d'errance faute d'obtenir une autorisation d'accoster, les naufragés, dont bon nombre sont dans un état de santé dégradé, ont été enfermés, gardés par l'armée, dans une prison à ciel ouvert. Les deux tiers d'entre eux seront envoyés dans d'autres pays d'Europe. Quant à ceux qui resteront, ils seront soumis aux interrogatoires de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés), ce qui risque fort d'aboutir à l'expulsion d'une partie d'entre eux, jugés « non régularisables ».

Une hécatombe qui continue

Comble de cynisme, le gouvernement français a annoncé qu'il annulait l'accueil prévu de 3 500 réfugiés d'ici 2023... qui sont actuellement en Italie, prétendument pour « punir » ce pays. Ainsi, le « républicain » Macron et la « post-fasciste » Meloni déploient leur démagogie raciste et règlent leurs querelles diplomatiques avec la peau des autres, au sens littéral. Depuis 2014, plus de 25 000 migrants sont morts noyés en Méditerranée, dont 1 900 cette année. C'est un massacre orchestré, dont sont responsables tous les gouvernements de l'Union européenne, quelle que soit leur couleur politique, et complices tous les politiciens qui spéculent sur le racisme et un prétendu « problème de l'immigration ».

Une nouvelle loi anti-immigrés...

Dans le même temps, le gouvernement prépare une nouvelle loi contre l'immigration, aggravant les précédentes, en désignant les étrangers comme boucs émissaires et les accusant d'être responsables des crimes et délits, exploitant pour cela le meurtre atroce de la petite Lola, sous prétexte que la coupable était visée par une mesure d'expulsion. La principale mesure de ce texte est d'inscrire les obligations de quitter le territoire (OQTF) au fichier des personnes recherchées, ainsi que diverses mesures juridiques permettant de faciliter et d'accélérer les expulsions. On y trouve également la possibilité d'expulser des personnes arrivées en France avant l'âge de 13 ans. De quoi rendre la vie des immigrés encore un peu plus infernale. Emporté par sa démagogie et son empressement à courir après l'extrême droite, le ministre de l'Intérieur, Darmanin, va même jusqu'à annoncer des mesures... qui existent déjà, comme la connaissance du français. Pour les

durcir. Et pourquoi pas un doctorat en lettres ou une agrégation de grammaire pendant qu'ils y sont ?

... pour mettre les immigrés à la merci des patrons

En même temps, Darmanin reprend et actualise la politique pro-Medef « d'immigration choisie » mise en place en 2007 par Sarkozy, en mettant à jour la liste des « métiers

en tension », prévoyant de pourvoir d'un titre de séjour provisoire et renouvelable chaque année les travailleurs et travailleuses exploités dans des boulots, le plus souvent extrêmement durs et mal payés, où leur présence est indispensable. Il ne s'agirait pas que la course à l'échalothe avec le Rassemblement national et la chasse aux migrants perturbe le moins du monde les affaires des patrons !

Pour l'unité du monde du travail

Car plus les travailleurs immigrés sont en situation précaire, sans papiers ou avec des titres de séjour à la tête du client et à durée extrêmement limitée, plus le patronat peut disposer d'une main-d'œuvre corvéable à merci, obligée d'accepter des salaires misérables et des conditions de travail éprouvantes. Cela pèse sur l'ensemble des salariés, tirant les salaires et les conditions de travail, pour tous les travailleurs, vers le bas. Les patrons jouent sur les divisions pour nous attaquer tous. Notre intérêt de travailleurs est d'être le plus unis possible, de bénéficier des mêmes droits et de nous battre ensemble. Et donc de lutter pour la fin de toutes les divisions et discriminations :

« Des papiers pour tous ! »
« Liberté de circulation et d'installation ! »



Aux CHU de Nantes et Grenoble, la grève s'étend

Les grèves entamées dans les Urgences des CHU de Nantes et de Grenoble s'étendent aux autres services : psy, brancardage, chirurgie, gériatrie... À Nantes ils vont manifester tous ensemble vendredi devant le CHU et à Grenoble ils se retrouvent tous pour une assemblée générale mardi prochain !

Start-up nation... un vrai hold-up !

Les directions d'hôpitaux ont de plus en plus recours à des start-up pour pallier les conséquences de leurs politiques d'économies... et continuer à en faire !

- Manque criant de lits ? la plateforme *MedBed360* vient de s'implanter dans les hôpitaux de l'est pour renseigner en temps réel les places vacantes ;
- Manque de personnel ? ça passe même plus par l'hosto, les cadres piochent direct les gardes sur *Hublo* ;
- Manque de places d'hospitalisation ? *My Hospitel* renvoie à des hôtels autour de l'hôpital – et aide à développer des « hôtels hospitaliers » payants ;
- Sous-effectif administratif ? *Happytal* numérise les parcours de soins, et propose des services... payants ;
- Manque d'assistantes sociales : *Noé Santé* vient « optimiser la durée moyenne de séjour des patients »... les sortir au plus vite quoi.

Le but est de privatiser de plus en plus, quitte à brader les soins, et les excuses du type « ça ne marchait pas bien » ne sont qu'un prétexte : quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage !

Réintégration des suspendus !

Dans quasiment tous les pays d'Europe et aux États-Unis, les suspendus non vaccinés sont réintégrés à l'hôpital et dans les centres de soins. Dans toute l'Europe ? Non, un seul pays résiste au bon sens : la France. Ces collègues étaient comme toutes et tous aux avant-postes durant l'épidémie de Covid. Le gouvernement leur avait demandé, comme à tout le monde, de venir au travail même positifs avant de les priver de leur unique source de revenu.

Maintenant il est plus que temps de permettre à ceux qui le souhaitent d'exercer à nouveau leur profession. Cette ignominie n'a que trop duré !

Les infirmières anglaises votent pour la grève !

Mercredi 9 novembre, elles ont voté pour une grève nationale pour une augmentation de 5 % de plus que l'inflation, qui est à 12 % au Royaume-Uni... donc pour 17 % d'augmentation ! Le Premier ministre reconnaît leur « travail acharné », mais refuse de les augmenter. Pourtant, et même avant l'inflation actuelle, la valeur réelle de leur salaire (ce qu'on peut acheter avec) ne fait que chuter : de

plus de 20 % depuis 2010 ! Comme l'inflation, la grève est galopante au Royaume-Uni, dans beaucoup de secteurs. Un exemple à suivre !

Plus de 200 000 manifestants à Madrid pour défendre le système de santé

La raison de la colère ? Une réforme du système de santé régional faite pour développer les « partenariats public/privé », donc privatiser de plus en plus. Une grève du personnel médical s'organise aussi, contre la surcharge générale, et contre de nouveaux centres de soins urgents non hospitaliers, qui n'offrent que des consultations vidéos par manque de personnel... Leurs revendications sont celles de tout l'hôpital. D'ailleurs, dans plusieurs hôpitaux, ils rejoignent le mouvement de grève plus général des Urgences.

La misère et la maladie tuent au Liban

Pour la première fois depuis 1993, le choléra est réapparu au Liban. Déjà 18 morts et 400 nouveaux cas recensés. Cette épidémie a une cause : la consommation d'eau sale. Une raison : la pauvreté. La pauvreté des populations qui n'ont pas les moyens d'acheter de l'eau en bouteille. La pauvreté du pays où le réseau d'eau potable comme certaines rivières sont pollués. Une catastrophe sanitaire due aux politiques des gouvernements successifs : au Liban, comme ailleurs, si les pauvres meurent, c'est parce que des riches se sont bien enrichis !



La crise des NER

En France, 1,5 million de personnes de plus de 50 ans ne sont ni en emploi ni à la retraite (les NER) et parmi elles, un tiers vit, ou survit, en dessous du seuil de pauvreté. Les femmes aux carrières hachées sont particulièrement concernées. Et comme si ça ne suffisait pas, Macron veut faire durer la galère plus longtemps en reculant l'âge de départ à la retraite. Une nouvelle attaque qu'il ne faut pas laisser passer !

19 novembre, toutes et tous dans la rue contre les violences sexistes et sexuelles !

Harcèlement dans la rue ou au travail, violences conjugales, viols... La liste est longue de toutes les violences sexistes et sexuelles que subissent encore aujourd'hui les femmes et les personnes LGBT. Ni ce gouvernement ni les précédents n'ont mis les moyens nécessaires pour lutter contre ces violences. De l'Iran aux États-Unis, en passant par l'Amérique latine, on a bien compris qu'on ne peut pas compter sur la justice, la police ou les gouvernements pour changer les choses.

Il n'y a que nos mobilisations qui payeront, comme celle du 19 novembre pour la journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Pour lire le reste de nos publications → rendez-vous sur convergencesrevolutionnaires.org

Nos réseaux sociaux → FB, Twitter et Insta : @npaetincelle

Pour prendre contact, signaler une info ou autre → etincellenpa.chsd@gmail.com

